

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 20 F (200 FB)
6 mois : 10 F (100 FB)
pli fermé : 32 F et 16 F
« programme communiste »
1 an : 20 F (200 FB)

12^e ANNEE - N° 176
LE NUMERO : 1 F
1^{er} au 14 juillet 1974

Le retour en force de l'Amérique au Moyen-Orient

Depuis juin 1967, date à laquelle Le Caire avait rompu ses relations diplomatiques avec Washington, la politique américaine au Moyen-Orient a opéré un retournement presque total. Les Etats-Unis ne sont plus les « ennemis déclarés de toutes les nations arabes » comme Nasser les avait définis en 1969, mais des amis et des frères, et ils reviennent les bras chargés de millions et de milliards de dollars à distribuer équitablement dans la vallée du Nil comme dans celle de l'Euphrate, dans les déserts de l'Arabie Sa-

oudite comme sur les rives du Jourdain ; ils offrent des centrales nucléaires à l'Egypte et à Israël, ils signent des accords avec Sadate pour le renforcement des infrastructures, la reconstruction de la zone du canal, le développement de l'agriculture, la relance des investissements, le décollage de la technologie ; ils s'engagent à garantir à Fayçal « un degré de sécurité égal au rôle de son royaume dans cette partie du monde » ; ils rétablissent leurs relations diplomatiques avec Damas. Sans doute offrent-ils davantage à Tel-Aviv, mais c'est la règle du jeu.

Comme la Providence, les dollars pleuvent sur les bons comme sur les méchants, sur les amis comme sur les anciens ennemis. Watergate ou pas, les affaires sont les affaires.

Ce serait une erreur de croire que ce changement a été un tournant imprévu ou un coup de génie de diplomates ou d'hommes d'Etat. Au contraire, il constitue le point d'aboutissement d'un processus graduel et souterrain où ont joué des facteurs à la fois politiques et économiques et au dénouement duquel la guerre du Kippour et la crise du pétrole n'ont fait qu'apporter l'ultime solution. Ce processus a été favorisé au départ par l'érosion progressive de ce que le nassérisme pouvait avoir de plébien dans la vie intérieure de l'Egypte et de tout le monde arabe, mais que le Rais lui-même avait avant sa mort commencé à démanteler ; une érosion dont les étapes, en Egypte, sont marquées par la répression des révoltes paysannes, par l'arrêt de la réforme agraire (pourtant très

timide), par le début des dénationalisations dans l'industrie et dans le commerce, par la réouverture des portes au capital étranger, et par la lente mais sûre ascension de l'Arabie Saoudite — le plus conservateur des Etats arabes, le mieux pourvu en armes et en argent américain — au rang de prophète et de champion de l'islamisme, parallèlement au déclin de la Lybie d'une part, et de l'Irak (pour ne pas parler de la Syrie) d'autre part.

Un « climat politique favorable » s'est peu à peu créé alors que se faisait jour ce que les chroniques journalistiques appellent un « rapprochement spectaculaire » : à gauche du canal de Suez une bourgeoisie arrivée, mais avide de banquets encore plus somptueux ; dans la péninsule arabe des potentats féodaux gorgés de pétrole ; en Mésopotamie et dans ses alentours des nouveaux riches impatientes d'atteindre au moins le niveau de Sadate. Plus que de l'épée, l'Islam se soucie aujourd'hui de la Bourse, le nord de sa boussole

s'appelle Washington ou, si vous préférez, Wall Street.

DANS CE NUMERO :

— Réunion générale du Parti : Cours de l'impérialisme mondial.

Sur le plan économique, un échange de services bien plus spectaculaires que les faveurs politiques ou diplomatiques est

(Suite page 2).

« Concertation sociale » et désarmement politique de la classe ouvrière

« Avec Mitterrand, avait déclaré l'opportunisme avant les élections, vous aurez la paix sociale — nous y veillerons... ; avec Giscard, les troubles, la guerre entre les classes ranimées... » On a Giscard, et à part quelques points chauds (Usinor, entreprises de sous-traitance employant une majorité d'immigrés, comme l'UGCC), isolés et étouffés sous le silence par l'opportunisme, on a l'absence de toute action, un « parti de la classe ouvrière » qui « ouvre son cœur » à l'électorat (qu'il s'agit de rassurer encore plus), tandis que les centrales syndicales ouvrent les bras à la grande mise en scène de concertation sociale de l'Etat, et « reconnaissent », avec les réserves et grognements d'usage, le « caractère positif » des mesures envisagées.

Augmentation du S.M.I.C., des allocations familiales, plan de réduction des horaires de travail (avec augmentation prévue du taux des heures supplémentaires), projets de réforme du droit de licenciement, etc... ces miettes correspondent en partie à des besoins matériels urgents du prolétariat, mais elles sont aussi soigneusement dosées pour rester compatibles (comme nous l'avons montré en détail dans le n° 174 du *Prolétaire*) avec les nécessités de la production. Laissons de côté la poudre aux yeux de l'impôt sur le bénéfice des sociétés : le S.M.I.C. reste, par rapport à l'inflation, aussi *minimum* que son nom l'indique ; la réduction des horaires est, sans l'augmentation massive des salaires (et non des heures supplémentaires) un mot vide ; les lois sur le licenciement, dont nous

avons eu plusieurs échantillons déjà, sont avant tout une stratégie d'émiettement de la lutte ouvrière, une stratégie de découragement et de corruption de certaines couches dont on achète la trahison, pendant qu'on énerve la révolte des laissés pour compte en leur laissant un répit illusoire face au chômage... Toutes ces mesures où les apôtres de la collaboration de classe veulent voir une « nuit du 4 août » bourgeoise (G. Cesbron dans *Le Figaro* du 10-6) ont pour le capital le double avantage de préparer les conditions d'une pression accrue sur le prolétariat en chloroformant les réactions sociales (pendant que Poniatowski s'occupe de perfectionner l'appareil répressif), et d'aller dans le sens de la rationalisation capitaliste en atteignant les petites entreprises (d'où leurs cris). Elles répondent bien, pour une bonne

(Suite page 4)

EN ITALIE

Démocrates et fascistes pour le renforcement de l'Etat

L'attentat de Brescia du 28 mai, où un engin explosif a provoqué la mort de six personnes qui participaient à une manifestation des syndicats, fait suite à une longue série d'actions terroristes d'origine néofasciste qui a commencé — c'est du moins la date que l'on retient traditionnellement — il y a quatre ans et demi à Milan. Cet attentat meurtrier avait été attribué dans un premier temps à

des anarchistes (dont Pietro Valpreda), qui n'ont pas encore été acquittés alors qu'a commencé une autre action en justice contre des individus ouvertement fascistes (Freda et Ventura), le but recherché étant d'« amalgamer » les deux choses et de faire un procès commun aux extrémistes de droite et de gauche réunis sous le même chef d'accusation.

Le président de la république italienne, Leone, a déclaré que l'attentat de Brescia était le fait de « minorités extrêmement réduites et sans importance » et les forces politiques du « camp démocratique et antifasciste » qui ont fait des déclarations du même genre n'ont pas manqué de mettre sur le même plan les « extrémistes des deux bords », en profitant pour cela des derniers exploits (non sanglants à la vérité) des « homologues » italiens des Tupamaros, les soi-disant « brigades rouges ».

De manière tout à fait significative, le Mouvement Social Italien a déploré lui aussi l'attentat de Brescia (le MSI est représenté au parlement par un contingent non négligeable de députés et il inspire un regroupement syndical — la CISNAL — qui a participé à la « grève de protestation » de quatre heures lancée à la suite de l'attentat). Le MSI qui est dirigé par de vieilles badernes du régime fasciste et de la république de Salo (l'équivalent italien de Vichy) s'est fait le représentant de la « majorité silencieuse » et a pris la direction de

la « droite nationale ». D'autre part, si le MSI est une force essentiellement ultra-conservatrice, qui a absorbé les débris monarchistes, et qui est liée au cléricisme le plus réactionnaire (et c'est bien ainsi qu'il est apparu au cours de la campagne pour l'abolition de la loi sur le mini-divorce), il y a parmi ses leaders des éléments inspirés par des conceptions de type corporatiste et naturellement, en paroles « révolutionnaire » (dans un sens « national-socialiste »). Ce parti s'est constitué immédiatement après la « libération », grâce à l'amnistie promulguée par le ministre de la justice d'alors, le stalinien Palmiro Togliatti, en faveur des fascistes et des collaborateurs responsables d'assassinats, de tortures et autres atrocités. Le MSI a toujours eu la sympathie de la droite démocrate-chrétienne, ainsi que d'autres forces politiques bourgeoises, sans oublier l'expérience sicilienne de la « troisième période » au cours de laquelle les staliniens réalisèrent avec le MSI une sorte de « compromis historique ».

Le MSI, à l'unisson avec les

« antifascistes » (stalinien en tête) a saisi l'occasion pour réclamer le renforcement de l'exécutif et la répression des activités « paramilitaires », « subversives », « illégales » etc. Il a rappelé qu'il avait déjà présenté des projets de loi dans ce sens, destinés naturellement à mettre un terme aux agissements des « extrémistes des deux bords », et très proches des propositions faites par les antifascistes. (*) Le MSI a donc déclaré qu'il était absolument étranger aux entreprises terroristes qui, selon l'opinion générale, seraient le fait de groupes plus ou moins restreints et « marginaux », liés à l'homonyme et équivalent italien d'Ordre nouveau qui, formellement, a été dissous il y a quelques temps.

Comme réaction immédiate à la suite du massacre de Brescia, certains éléments « extra-parlementaires » ont pris d'assaut des locaux du MSI et de la CISNAL, qui ont été protégés par la police, et il semble que cette dernière ait fait usage de ses armes.

(suite page 2)

AU PORTUGAL

L'« incitation à la grève » punie avec la bénédiction de l'opportunisme

La bourgeoisie portugaise peut décidément se féliciter d'avoir donné à l'opportunisme quelques strapontins au gouvernement.

Tandis que la grève des 30.000 travailleurs des Postes se termine, grève « la plus grave que le Portugal ait connue depuis l'installation du nouveau régime », *Le Monde* du 22-6 n'hésite pas à dire que « son échec apparaît comme une victoire des partis de gauche, membres de la coalition gouvernementale et de l'intersyndicale portugaise, proche du parti communiste. »

Le chef du P.C.P., qui ose se présenter comme « l'expression politique de la classe ouvrière », et, selon *le Figaro* du 21-6, « le seul homme de gauche au Portugal qui fait l'unanimité autour de lui », répète qu'il « fait confiance aux forces armées » et condamne les « démagogues gauchistes » qui veulent briser « l'alliance des forces armées et du peuple ». Pendant ce temps, le gouvernement publie un décret-loi qui punit toute « infraction aux principes du programme du Mouvement des forces armées ». Parmi celles-ci :

« a) l'incitation ou la provocation, même indirecte, à la désobéissance militaire (...); d) les références à des opérations militaires dont la divulgation n'est pas autorisée par l'Etat-Major Général des Forces Armées; e) l'incitation à des grèves, à l'entrave au travail ou à des manifestations non autorisées par les lois en vigueur; f) les agressions idéologiques qui contrarient l'exécution du programme du Mouvement des Forces Armées (...). (O Seculo 22-6-74).

Ainsi, la bourgeoisie peut priver les ouvriers de moyens de défense, peut combattre toute opposition à la guerre coloniale, avec l'appui de l'opportunisme qui, en récompense, doit taire toute aspiration étrangère à celles de ses maîtres !

Rien d'étonnant à ce que M. Cunhal ait les faveurs du *Figaro*. C'est de larbins de ce calibre que les bourgeois de tous les pays ont besoin pour maintenir leur domination.

Démocrates et fascistes pour le renforcement de l'Etat

(Suite de la page 1)

Ces actes «inconsidérés» des «extrémistes» ont été violemment dénoncés par les syndicats et les partis opportunistes, le PCI en particulier, qui ont déclaré que «de tels agissements étaient susceptibles de diviser les masses populaires» — jugement repris dans les usines par les bonzes syndicaux ; et les syndicats, staliniens et social-démocrates, ont réclamé, contre les «forces subversives», un renforcement des mesures de répression à la disposition des «organes constitutionnels compétents» dans le cadre de la «légalité républicaine». Cette demande a été rapidement reprise par tous les partis du «camp constitutionnel» (y compris, comme nous l'avons vu, les fascistes), qui ont approuvé avec une grande célérité le renforcement de l'appareil policier et de ses pouvoirs déjà «constitutionnellement» très étendus. De plus, il y a maintenant le projet d'un «centre opérationnel national», sorte de superpolice pourvue pratiquement de pouvoirs discrétionnaires. Il faut dire que le PCI n'a pas voté au parlement ces mesures que lui-même avait cependant suggérées et soutenues, et qu'il continue en réalité à souhaiter, puisqu'il réclame ouvertement le «renforcement des institutions».

Tout ceci se déroule dans le cadre d'une situation économique gravement détériorée, d'une inflation galopante entraînant une diminution toujours plus forte du pouvoir d'achat des salariés, d'un chômage grandissant, d'une situation à laquelle la bourgeoisie essaie de faire face en imposant des mesures d'austérité draconiennes et en entreprenant une restructuration globale. Sur tout cela, l'opportunisme politique et syndical n'a pratiquement rien dit, sinon que l'application la plus indolore — pour la bourgeoisie naturellement — de ces mesures ne pourrait être garantie, dans le respect de la paix sociale (pour un «déroulement pacifique» de la «vie politique», dans le cadre des «institutions issues de la Résistance»), que par la participation au gouvernement des syndicats et des partis opportunistes, en association avec le grand parti de la bourgeoisie italienne, la Démocratie Chrétienne. Derrière la phraséologie bruyante du «compromis historique» et du «nouveau modèle de développement», c'est encore une fois la proposition d'une solution de type Front Populaire. Cette solution, du moins dans sa forme immédiate «d'opposition d'un type nouveau» (c'est à dire bien plus qu'une opposition loyale !) de la part des «forces ouvrières», a les faveurs d'une grande partie de la bourgeoisie (et certains de ses organes de presse, comme le *Corriere della Sera* n'en font pas mystère). Cependant, le patronat se rend compte aussi qu'une solution de ce genre, loin d'inaugurer une nouvelle époque historique, ne pourrait être que de courte durée, et que, de toute façon, en soi, elle ne représente guère plus qu'un palliatif à la crise (d'une portée plus que nationale, évidemment). Les bourgeois savent qu'il ne s'agit certainement pas d'introduire les prétendus «représentants ouvriers» aux postes de commandes, mais, tout au plus, de les appeler «à ne pas se soustraire à leurs responsabilités» de contremaîtres et, éventuellement, un jour de chiens sanglants quitte à les liquider ensuite avec un coup de pied bien placé

comme en 1948, ou même avec des moyens plus radicaux comme en 1933 en Allemagne.

Tout ceci — en plus de l'intention d'exercer une pression et une intimidation à effet assuré — surtout à cause de la capitulation tout à fait prévisible des «directions ouvrières» — explique pourquoi on n'a jamais rien fait, même contre les fascistes qui se déclarent comme tels, pourquoi on cède à leur jeu qui est de rejeter la responsabilité sur des formations extraparlimentaires plus ou moins fantomatiques, bref pourquoi, comme l'a écrit un journaliste bourgeois assez astucieux, «si le ministre de l'intérieur, garant de l'ordre public, de la protection des citoyens contre le terrorisme, n'a rien réussi à faire en cinq ans, il est permis de croire qu'il ne fera rien aujourd'hui non plus», alors qu'on fait énormément contre toutes les variétés d'«Ultra-gauches», y compris de nombreux assassinats par les «forces de l'ordre». Devant tout cela, les démocrates-staliniens disent aux ouvriers qu'il faut «changer de ministre» ou «réformer le ministère», et tout au plus «changer le gouvernement», sans, bien entendu, rompre «l'unité organique des travailleurs laïques et catholiques», entendant par ces derniers surtout leurs patrons, c'est-à-dire le parti du capital monopoliste italien, la DC.

Sur cette voie, qui est justement celle du Front Populaire, se sont aussi rangés certains groupes extraparlimentaires, comme *Avanguardia operaia* (proche de *Révolution!*) qui se contente de demander la mise hors la loi du MSI et se met à la remorque du PCI, provoquant ainsi les critiques du Secrétaire Unifié (*Gruppi Comunisti Rivoluzionari*, correspondant au F.C.R.).

Actuellement les groupes fascistes en Italie — depuis le MSI jusqu'à ses franges plus ou moins reconnues — ne représentent pas une grande force, c'est vrai, mais c'était vrai aussi en Italie, et plus encore en Allemagne, immédiatement à la fin de la première guerre mondiale. Bien sûr, il faut une situation de haute tension sociale pour que ces groupes puissent gagner en influence. En tout cas, la solution envisagée, c'est celle d'un Front Populaire, ou quelque chose d'encore plus large, précédé probablement d'un ou de plusieurs gouvernements axés sur la formule du centre-gauche qui «s'élargiraient» précisément en Front Populaire.

Par son contenu de classe, un Front Populaire n'est évidemment pas différent de n'importe quel autre gouvernement bourgeois, y compris un gouvernement fasciste. Le fascisme en effet ne modifie pas la nature de l'Etat bourgeois : dans son rapport au V^e Congrès de l'Internationale Communiste, en 1924, le délégué de la Gauche expliquait :

«Toute la vie du prolétariat, toute la vie industrielle en Italie prouvent de la façon la plus claire que chez nous s'est réalisée la forme la plus extrême du développement du gouvernement en organe dirigeant et comité d'affaires des capitalistes... Les mesures gouvernementales du fascisme montrent qu'il est au service de la grande bourgeoisie, du capital industriel, financier et commercial, et que son pouvoir est dirigé contre toutes les

autres classes.» (Communisme et Fascisme. Ed. Programme Communiste).

La social démocratie (un Front Populaire par exemple) ne peut rien changer non plus à la nature de l'Etat, même si elle est l'expression politique d'autres classes que la bourgeoisie. Et ceci — outre le fait qu'il est impossible de changer la nature de l'Etat sans le détruire — pour la bonne raison que les couches qu'elle représente, l'aristocratie ouvrière et les couches intermédiaires, lient leurs intérêts et leur sort à celui de l'Etat bourgeois. En tout état de cause donc, l'Etat reste une trique aux mains de la grande bourgeoisie.

La théorie stalinienne de la «troisième période», du «social-fascisme», s'en trouve-t-elle justifiée pour autant ? Pas du tout ! Comme l'écrivait très justement Trotsky en 1932 dans *Et maintenant ?*, déduire de la «négation marxiste de la contradiction absolue» entre démocratie et fascisme, «la négation de toute contradiction», même relative, représente l'erreur typique du radicalisme vulgaire. «Cette contradiction n'implique pas du tout l'opposition irréductible entre deux classes ; elle implique deux systèmes différents de domination par une même classe». Ainsi, à l'heure des difficultés, un gouvernement fasciste ou un gouvernement de Front Populaire ont des fonctions différentes : alors que le fascisme se porte ouvertement candidat à l'exercice de la terreur anti-prolétarienne — dont la bourgeoisie n'a pas besoin à tout moment —, la social-démocratie prétend, dans les situations les plus graves, éviter le heurt frontal entre

le prolétariat et l'Etat par ses menaces et son influence sur la classe ouvrière et peut être conduite, si la situation l'exige et qu'elle en a la force, à défendre cet Etat les armes à la main.

Si la fonction de la social-démocratie est en définitive de défendre la bourgeoisie contre le prolétariat, sa fonction précise quand le fascisme est à l'ordre du jour, c'est de lui ouvrir la voie, en désarmant le prolétariat et en contribuant à l'armement toujours croissant des forces de répression «légales» et par là-même des forces «extralégales» de la bourgeoisie. Et ce d'autant plus que l'on veut «renforcer la démocratie» — en la «fascisant» — pour la «défendre» contre le fascisme vers lequel elle tend sous l'effet des contradictions de l'époque impérialiste («car le développement de la démocratie n'atténue pas, mais renforce la lutte de classes», comme l'écrivait Lénine).

Contre le bourreau fasciste — armé de la hache que lui ont remise l'Etat et les partis démocratiques — le prolétariat ne peut attendre son salut que de lui-même. Et à ce propos, la «politique du pire» s'est révélée aussi néfaste que celle du «moindre mal», en ce sens que toutes les deux tendaient à éviter la lutte de classe et, en l'occurrence, l'autodéfense — en commençant d'abord par les formes embryonnaires — du prolétariat contre les attaques fascistes, en dépit et contre l'Etat démocratique qui tolère avec bienveillance les actions des fascistes pour les lancer ensuite dans «la défense de l'ordre et de la civilisation» contre l'avancée des masses prolétariennes, contre les «barbares».

C'est cela que les représentants officiels ou officieux de la classe ouvrière italienne se sont bien gardés de dire, alors que les gardes blancs faisaient couler le sang prolétarien et que Son Excellence le Gouverneur de la Banque d'Italie, Carli (qui selon les syndicats, ne devrait pas oublier qu'il est un simple employé de l'Etat démocratique et antifasciste, un humble serviteur du public !) annonçait la décision, ferme et irrémédiable, du capital monopoliste de faire payer au prolétariat les dommages que sa situation économique fait subir au «lumpen-impérialisme» italien.

(*) Le 12 février 1935, dans *Journal d'exil*, Trotsky rappelait qu'en avril 1932 le ministre de l'intérieur allemand, le général Groener, avait interdit les *Sturm Abteilungen* (SA) qui néanmoins continuaient à exister et à s'exercer sur les places d'armes et les camps officiels sous le nom de *Ligue Sportive Populaire Allemande*, et ce avec l'aide de Groener lui-même, qui était aussi ministre de la défense... : «C'est là un fait hautement significatif, écrit Trotsky, qui met à nu l'incroyable crétinisme de ceux qui demandent le désarmement des fascistes. L'interdiction des ligues militaires (...) amènerait les fascistes à prendre simplement un masque pour leurs préparatifs de guerre, mais pratiquement elle mettrait les ouvriers dans l'impossibilité absolue de se préparer légalement à se défendre par eux-mêmes. Le slogan central du «front commun» semble fait exprès pour aider la réaction bourgeoise à obliger l'avant-garde prolétarienne à la clandestinité».

Le retour en force de l'Amérique

(Suite de la page 1)

en cours depuis longtemps. Comme l'écrit *Le Monde* du 12 juin (mais c'est un secret de Polichinelle), la crise de l'énergie «n'a pas seulement augmenté les profits des compagnies opérant aux Etats-Unis et stimulé les recherches dans le territoire national, mais elle a rapporté des profits sans précédent aux compagnies américaines opérant au Proche Orient : les profits réalisés par les cinq sociétés principales au cours du premier trimestre 1974 ont été neuf fois supérieurs à la moyenne enregistrée dans la période 1958-1972». D'autre part l'afflux de capitaux arabes aux Etats-Unis (le même journal parle de 200 millions par jour) se déroule à un rythme qui a permis à la balance des paiements américaine de redevenir positive pour la première fois depuis 1970. A la course aux investissements yankees dans le monde arabe correspond une frénétique course aux investissements arabes dans le monde yankee. Classiques fournisseurs d'aide militaire à Israël, les Etats-Unis vendent maintenant avec désinvolture (mais les Tables de la coexistence pacifique ne disent-elles pas que le commerce doit être «égal») des bombardiers et des systèmes de défense anti-aériens à l'Arabie Saoudite, des missiles anti-chars à la Jordanie, des missiles sol-air et air-sol aux émirats du Golfe Persique, et de tout à l'Iran, proie de choix pour les investisseurs américains et allemands en concurrence, bouchant ainsi de nouvelles voies d'eau dans la balance des paiements américaine. Quoi d'étonnant si ce réseau de rapports économiques et financiers, militaires et politiques, se reflète dans un réseau parallèle de rapports diplomatiques dont l'absence ne l'a pas empêché de se constituer, mais dont la reprise lui permettra de devenir un jour plus

serré ? La visite de Nixon n'a été qu'un grand gala en l'honneur de noces qui ont été célébrées et consommées depuis longtemps.

Sur le plan des rapports entre les Etats ; il y a un absent sur cette scène : c'est l'URSS. Là encore, il ne s'agit pas d'un tournant imprévu, ni d'une faillite des diplomates et des hommes d'Etat. Déjà à l'époque de Nasser l'«aide fraternelle» de Moscou jouait un rôle de rechange plus qu'un rôle de premier plan : à l'époque de Sadate, le rouble a cédé peu à peu le pas au dollar. Ce n'est pas une question de sympathie ou de calcul ; dans la balance des affaires, le cœur penche vers celui qui peut donner le plus et le mieux — en argent, en équipements, en services, en ce que ces messieurs appellent le «know how», et que nous autres pauvres mortels appelons l'art de rouler son prochain sous prétexte d'assistance technique. C'est d'ailleurs ce que veut la loi de la coexistence pacifique prônée par le Kremlin : dans le commerce, l'égalité des parties signifie la capitulation du plus faible devant le plus fort, et l'URSS qui disparaît sur la pointe des pieds du Moyen Orient — l'URSS qui après dix ans se retrouve comme si elle n'y avait jamais été —, reconnaît seulement dans le rude langage des faits qu'elle est un impérialisme à peine naissant — au sens moderne du terme — ; et que sa prétention de rivaliser avec un impérialisme expérimenté et patenté est vaine.

Plus encore : la même loi, celle de la coexistence pacifique, veut que le plus faible serve le plus fort et lui fasse la courte échelle. C'est ce que Moscou a fait avec Washington pendant la guerre du Kippour ; c'est ce qu'elle a fait pendant la guerre du pétrole ; c'est ce qu'elle a fait et fait aujourd'hui sur le plan diplomatique devant la «stratégie de Kissinger». Lequel

joue les tendres amitiés du passé au nom de l'amitié intéressée du présent. Peu de temps avant le voyage de Nixon, le journal italien *La Stampa* rapportait qu'avait été créé en Russie un organisme financier pour la réassurance des biens immeubles acquis ou à acquérir par les Etats-Unis dans les pays arabes. A notre connaissance, la nouvelle n'a pas été confirmée ; mais ce qui est sûr c'est que Moscou a déjà donné une réassurance politique pour le retour en force des Etats-Unis au Moyen Orient, et que Washington l'a déjà mise à profit. Les Arabes y gagnent, les Israéliens n'y perdent pas, et quant au «socialisme islamique», il peut aller se faire voir, tout comme le «socialisme cubain» : Brejnev a bien d'autres soucis en tête...

Nous ne voulons pas dire que les clés du Moyen-Orient sont définitivement aux mains des Américains, et encore moins qu'il va y avoir la paix dans ces régions tourmentées. Même un journal bourgeois comme *Le Monde* connaît l'histoire de l'apprenti sorcier et peut imaginer qu'un beau jour la vipère mordra le charlatan. Il reste le fait que face aux plèbes affamées et bombardées de la Palestine, de l'Egypte, du Liban, de la Syrie — ce sont elles les véritables victimes de ces marchandages —, face au prolétariat mondial qui a beaucoup de mal à se réveiller, le gendarme américain se dresse encore avec sa force terrible de maître du ciel et de la terre, béni par Jéhovah et par Allah ; et que le pays qu'on proclame encore de façon ignoble la «patrie du socialisme» travaille jour après jour à élever son piédestal, en lui permettant — comme naguère au Vietnam — de changer chaque défaite en victoire.

C'est là le dernier fruit tombé de l'arbre maudit de la contre-révolution stalinienne.

Vient de paraître

PROGRAMME COMMUNISTE N° 63

Au sommaire :

- Trajectoire du travaillisme.
- Leçons des contre-révolutions.
- La «pensée de Mao», expression de la révolution démocratique bourgeoise en Chine et de la contre-révolution anti-prolétarienne mondiale (deuxième partie).
- Les «réformes agraires» des jeunes bourgeoisies ex-coloniales dans le miroir de la «révolution» tunisienne.
- Inflation, profits et salaires.

Le numéro : 5 F. Commandes au «Prolétaire».

Réunion Générale du Parti (Juin 1974)

Cours de l'impérialisme mondial

La première réunion générale du Parti pour 1974 s'est tenue début juin. En attendant la publication des rapports détaillés sur le « Cours de l'impérialisme mondial », et l'« Histoire de la Gauche Communiste » dans notre revue théorique internationale « Programme Communiste », nous commençons à en donner ci-dessous, comme d'habitude, un compte rendu sommaire.

* *

La première partie du rapport sur le cours de l'impérialisme mondial a fait le bilan des affrontements économiques interimpérialistes au cours d'une année marquée par le retour en force de l'impérialisme américain. Si les principaux concurrents économiques des Etats-Unis, c'est-à-dire essentiellement le Japon et l'Allemagne, voient leur puissance économique croître à un rythme plus rapide que celle du despote mondial (dont la puissance est encore de loin prédominante pour le moment), cela ne peut signifier, pour le marxisme, un déclin progressif et graduel de la puissance américaine (thèse de type kautskiste) mais l'aggravation des antagonismes. L'impérialisme U.S. a brutalement réagi à la menace qu'il avait sentie lors de la crise commerciale et monétaire de 1971-72, et a rétabli la situation par une contre-attaque qui lui a permis d'étrangler littéralement son « allié » japonais et de disloquer encore davantage (si besoin était) l'« Europe Unie » dont les Etats membres se plient plus que jamais à ses volontés.

Ce rétablissement de la position des Etats-Unis n'est pas dû à une nouvelle impulsion ou à une nouvelle jeunesse de leur économie, mais à ce que l'on pourrait appeler la *faculté de manœuvre* que leur donne leur énorme puissance, et qui s'est matérialisée par leur *diktat* en matière monétaire d'une part, l'utilisation habile de la situation du marché pétrolier et des revendications des Etats producteurs de l'autre. Les modifications de parités monétaires imposées par Washington étaient surtout dirigées contre le Japon, qui envoie vers le marché américain près du tiers de ses exportations (belle démonstration de la thèse marxiste selon laquelle le développement des échanges n'engendre pas la *paix* mais l'*antagonisme* et la guerre!); elles ont permis aux Etats-Unis de rétablir en 1973 l'équilibre de leur balance commerciale déficitaire les deux années précédentes, et même d'augmenter leur part du marché mondial (12,8% au premier semestre 1973 contre 12% en 1972), alors que pour la première fois celle du Japon diminuait (6,4% contre 7%).

Surtout, l'impérialisme U.S. a su exploiter avec le maximum d'habileté et de cynisme la « crise pétrolière » et les hausses de prix décidées par les Etats producteurs — qui, plus qu'on ne sait quelle volonté « machiavélique », ne faisaient que traduire... la situation conjoncturelle d'un marché pétrolier où la demande était en forte expansion. L'impérialisme U.S., dont l'influence politique, militaire, économique au Moyen-Orient, est prépondérante, n'a rien fait pour s'opposer à la hausse des prix, mais l'a au contraire encouragée — du moins tant que le niveau des prix ne risquait pas de la mettre lui-même en difficulté.

Dans l'opération, le cartel pétrolier dominé par les compagnies américaines ne perdait pas un cent

puisque les hausses de prix étaient purement et simplement répercutées sur les pays consommateurs (et même au-delà, ce qui a permis aux compagnies d'augmenter largement leurs bénéfices). Par contre, les revenus des Etats pétroliers augmentaient considérablement, alors que les Etats-Unis sont leur premier fournisseur commercial et le principal marché financier où ils « recyclent » leurs capitaux; les concurrents des Etats-Unis sont touchés de plein fouet par la hausse des prix du pétrole — en particulier, une fois de plus, le Japon; le réseau politique et militaire mis en place par l'impérialisme U.S. au Moyen-Orient se renforce.

Le rapporteur a illustré, avec l'examen des séries statistiques habituelles, les manifestations de ce « retour de pendule » en faveur de l'impérialisme américain dans les domaines commerciaux et monétaires — en faisant remarquer que l'économie allemande, d'une formidable puissance, n'avait pratiquement pas été touchée par la contre-attaque américaine et accumulait les excédents commerciaux et les réserves monétaires, au grand dam de ses « alliés » européens.

La puissance de l'impérialisme américain s'est également manifestée dans ses rapports avec le « bloc de l'Est », dont la dépendance économique vis-à-vis de l'Occident s'accroît. L'examen des chiffres a montré que les exportations U.S. vers le bloc sino-soviétique ont pratiquement triplé en 1973, atteignant près de 2,5 milliards de dollars, et plaçant les Etats-Unis au 2^e rang derrière l'Allemagne (plus de 4 milliards de dollars); pour les exportations vers l'U.R.S.S. seule, les Etats-Unis ont d'ailleurs ravi cette année le premier rang à l'Allemagne, avec plus d'un milliard de dollars d'exportations. Mais si ce commerce progresse très vite, son importance pour l'Occident est encore très limitée pour le moment, puisque les exportations vers le bloc sino-russe ne représentent que 3,5% des exportations américaines, 5,3% des exportations japonaises, 3,3% de celles de l'Angleterre et 4% de celles de la France. Seule l'Allemagne oriente une part relativement importante de ses exportations vers l'Est (8 à 9% compte

tenu de l'Allemagne de l'Est). Les rêves du capital occidental de trouver à l'Est un nouvel Eldorado commercial qui le sauve de la crise ne sont donc pas encore réalisés — et s'ils se réalisent, ce ne sera que pour les plus puissants comme les U.S.A. ou l'Allemagne, et non pour tout le monde. Par contre l'ouverture à l'Est montre la dépendance croissante des économies soi-disant « socialistes » à l'égard des pays capitalistes développés d'Occident, fournisseurs de biens d'équipement qu'elles sont incapables de fabriquer elles-mêmes, et même de capitaux. Ainsi la Hongrie, la Roumanie et la Pologne acceptent-elles maintenant les investissements directs du capital occidental; tous les pays de l'Est empruntent largement des capitaux à l'Occident et sont de plus en plus endettés; un pays comme la Pologne a vu en 4 ans un bouleversement de la structure géographique de son commerce extérieur, qui ne s'effectue plus en majorité avec les pays du bloc de l'Est.

La conclusion de cette partie du rapport a insisté sur le fait que le rétablissement de la position des Etats-Unis ne changeait rien aux tendances profondes à la remise en cause des équilibres économiques par l'impérialisme allemand et l'impérialisme japonais dont la croissance et le rythme d'accumulation sont plus dynamiques (à titre d'exemple, les experts japonais prévoient que le P.N.B. du Japon devrait, toutes choses égales par ailleurs, égaler celui des Etats-Unis vers 1985). Les mêmes causes entraînant les mêmes effets, de nouveaux affrontements économiques, commerciaux, monétaires, se produiront de nouveau inéluctablement avec une violence accrue, et les pays les plus petits et les plus faibles économiquement en seront les premières victimes. En outre, le décalage croissant entre la puissance économique de pays comme l'Allemagne et le Japon, et leur *impuissance politique et militaire*, constitue pour l'avenir une source de tension et d'antagonismes qui ne pourront se résoudre qu'au prix de nouveaux bouleversements — qui n'auront rien à voir avec les contes de fées du « développement pacifique » du capitalisme.

Le monde capitaliste au seuil de la récession

La seconde partie du rapport a porté sur l'examen de la situation de l'économie mondiale à un moment où, d'après les déclarations de ses propres experts, le monde capitaliste est au seuil de la crise économique la plus profonde et la plus ample qu'il ait connue depuis la seconde guerre mondiale.

Après une période de forte prospérité qui a atteint son apogée vers le début 1973, la tendance de la production industrielle dans les grands pays (Italie exceptée) est maintenant au ralentissement (aux Etats-Unis et au Japon elle stagne par rapport à l'année dernière). Fait important, ce ralentissement est *simultané* dans les grands pays, ce qui, comme l'écrivait une revue américaine, « pourrait avoir un effet cumulatif, la faiblesse économique se transmettant de pays à pays par l'intermédiaire de la structure des échanges commerciaux » (*Business Week*, 16-2-74). Les théoriciens bourgeois croyaient avoir enterré les cycles économiques que Marx avait mis en évidence; leur réapparition avec une périodicité d'environ 4 ans en moyenne est le signe de l'instabilité générale de l'économie capitaliste avec ses alternances de prospérité et de dépression et l'insécurité permanente qu'elle engendre pour la classe ouvrière.

Cette insécurité est aggravée par l'accélération généralisée de l'inflation, qui atteint des taux supérieurs à 15%. En soi, le phénomène de l'inflation n'est pas une entrave

che à exporter plus tout en important moins, le résultat d'ensemble ne peut être que l'accélération de l'engorgement des marchés et de la crise. Comme l'écrivait récemment le *Financial Times*: « Bien que chaque pays puisse individuellement espérer vendre une plus forte proportion de sa production nationale à l'étranger, il est clair qu'ils ne peuvent tous le faire. La peur de l'inflation qui continue et s'accroît même s'accompagne donc du risque d'une récession mondiale » (1-6-74).

Le rapporteur a conclu en citant un certain nombre de faits (la hausse des taux d'intérêts due au « manque de confiance dans les prêts à long terme [qui] crée un manque considérable de liquidités dans le monde entier » (*Financial Times*), la baisse générale des bourses des valeurs, deux faits qui montrent que les détenteurs de capitaux ont littéralement peur d'investir) et de déclarations catastrophistes reflétant le désarroi de la bourgeoisie devant une crise qu'elle sent monter — même si elle en

ignore l'échéance exacte et l'ampleur.

Ce désarroi de l'adversaire devant les convulsions de son propre mode de production ne peut évidemment que réjouir des communistes. Nous n'en déduisons pas l'affaiblissement des Etats bourgeois (au contraire!), ni la génération spontanée et mécanique par la crise d'une lutte sociale généralisée, encore moins de la crise révolutionnaire capable de régler son compte à la société bourgeoise, alors surtout que les conditions subjectives font si cruellement défaut. Nous en déduisons au contraire plus que jamais, loin de tout optimisme béat, la nécessité du travail de préparation révolutionnaire.

(1) Voir « Inflation, profits et salaires », *Programme Communiste* n° 63.

(2) Voir « L'impérialisme et les matières premières », *Le Proletaire* n° 140 à 142.

Une intervention syndicale de nos camarades

Comme nous pouvions le prévoir l'opportunisme syndical a saboté la lutte des travailleurs de Métro, au cours de laquelle nos camarades sont intervenus (voir « Le Proletaire » n° 174). Nos camarades ont combattu cet opportunisme sur le terrain des luttes revendicatives. Non seulement en défendant les revendications des ouvriers que les bonzes voulaient sacrifier à la trêve sociale durant la période électorale, mais aussi en rappelant que seule une lutte implacable et généralisée pouvait faire céder la direction.

Cette lutte a été une bonne occasion pour mettre en lumière l'action funeste de l'opportunisme syndical dans la défense des conditions de vie et de travail des ouvriers, et pour montrer qu'une telle capitulation est le fruit inévitable de l'abandon des objectifs les plus élémentaires de la lutte des classes. Maintenant que les travailleurs sont rentrés sans avoir obtenu aucune satisfaction il était nécessaire de tirer des leçons. C'est ce que nos camarades ont fait dans un tract disant notamment aux travailleurs :

(...)

Ce qui ressort de la grève c'est d'une part que la direction, malgré ses discours humanitaires, obéit à la loi du Capital, celle du profit, et refuse par là même d'augmenter les salaires tant qu'elle n'y est pas contrainte par une lutte prolongée et, d'autre part que les syndicats — en l'occurrence la C.G.T. — n'ont pas préparé ni organisé cette grève, ce qui explique largement son échec.

Le prolétariat a besoin d'organisations de classe luttant réellement pour la défense de ses intérêts même immédiats. L'action de la direction de la C.G.T. et des autres syndicats (C.F.D.T. - F.O...) s'inscrit dans le cadre de la politique des partis ouvriers réformistes qui est celle de la collaboration avec le Capital, de la défense de la patrie et des intérêts soi-disant communs entre patrons et ouvriers qui auraient, selon eux, tout à gagner à « discuter », refusant d'organiser la lutte des classes en la qualifiant de « stérile ».

A la lutte véritable, ils préfèrent la négociation, les moyens pacifiques : pétitions, délégations, appel à l'opinion publique, à l'inspecteur du travail (c'est celui qui par son silence approuve le patron), minutes de silence...; ils préfèrent le bulletin de vote au combat de classe pour la prise révolutionnaire du pouvoir; en un mot : ils préfèrent vous trahir et continuer à jouer leur rôle de collaboration de classe autour de la table de discussions où ils n'excluent pas de recueillir de temps à autre quelques miettes afin de mieux continuer leur sale besogne. C'est là tout le rôle de l'opportunisme, agent de la bourgeoisie au sein du prolétariat.

Proletaires, Camarades, Travailleurs de Métro !

Vous ne devez pas vous laisser abuser par ces traîtres qui, occasionnellement et afin de mieux vous tromper, font semblant d'organiser la lutte mais vous devez les juger sur la base de toute leur politique, constante et régulière, aussi bien ici à Métro qu'à un niveau plus large, aussi bien avant, pendant qu'après cette grève. Ne tolérez pas que les délégués invoquent la « production », l'« entreprise », la France et tout le bordel démocratique, c'est-à-dire les intérêts de vos ennemis comme étant vos intérêts. Faites à l'opposé valoir vos besoins, la défense de vos conditions de vie et de travail. Vos revendications ne pourront aboutir que dans la mesure où vous les imposerez à ceux qui prétendent vous représenter et où vous vous opposerez à toutes leurs manœuvres tendant à limiter et à faire avorter la grève.

A leur consigne « prendre sur les lieux de travail et à tous les niveaux les initiatives nécessaires au développement de l'action unitaire » (dernière réunion nationale C.G.T. - C.F.D.T.), consigne qui en fait ne vous donne aucune direction, opposez le mot d'ordre de la grève la plus générale possible, dans le temps, par delà les limites étroites de l'atelier, de l'usine, de la catégorie, de la couleur de la peau, de la nationalité; car ce n'est que dans l'union toujours plus grande de tous les exploités — avec la conviction que toutes les conquêtes économiques sont fragiles et transitoires tant que dure le capitalisme et aussi que la lutte pour les arracher à l'ennemi, doit un jour ou l'autre, passer au niveau de la lutte pour abattre le régime du travail salarié — c'est avec cette conviction que le prolétariat peut retrouver la confiance dans sa propre force, affronter ouvertement l'ennemi dans les escarmouches quotidiennes comme dans les grandes batailles, et se préparer à l'affrontement final pour la conquête du pouvoir politique et la destruction de l'Etat bourgeois.

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL.

PERMANENCES DU PARTI

● A Paris : 20, rue Jean-Bouton (12^e) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 15 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h.

● A Marseille : le samedi, de 14 h 30 à 17 h 30, 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).

● A Lille : le dimanche de 10 à 12 h, 82, rue du Marché (quartier Wazemmes) - Rez-de-chaussée dans le hall d'entrée.

Procédés écœurants de l'historiographie et infâmie du pacifisme « ultra-classiste »

Pour une certaine presse, la mort de Messali Hadj a été l'occasion de retracer dans un style petit-bourgeois la trajectoire du « personnage ». Le Monde du 5-6-74 s'en donne à cœur joie dans ce genre de biographie où l'on trouve de profondes réflexions (du genre Messali Hadj « est le type même du grand destin manqué ») sur la déchéance d'un des grands combattants anti-impérialistes, mise sur le compte d'une sorte de narcissisme de l'individu.

L'histoire de la lutte menée au cours de l'avant-guerre par L'Etoile Nord-Africaine, dont Messali Hadj était le chef reconnu, fait ressortir toute l'infâmie de ces procédés à fond petit-bourgeois et pacifiste.

Formée au cours des années vingt au sein et au contact du prolétariat français dans l'émigration algérienne en métropole, L'Etoile Nord-Africaine constitua un exemple de ces mouvements nationaux-révolutionnaires que le parti doit soutenir — tout en conservant par rapport à eux son indépendance politique et organisationnelle — dans leur lutte contre l'impérialisme. C'était un mouvement plébien qui dans son programme de 1933 s'affirmait pour l'indépendance totale de l'Algérie, pour la réforme agraire radicale, pour la voie révolutionnaire de l'émancipation nationale, en complète rupture donc avec les réformistes bourgeois — tel Fehrat Abbas — qui cherchaient des accommodements avec le régime colonial et le moyen d'éviter la révolution paysanne.

Pour combattre l'ennemi commun, L'Etoile Nord-Africaine chercha l'appui du prolétariat des métropoles, mais elle fut trahie sur toute la ligne par le stalinisme qui, en sabotant la révolution prolétarienne, lâcha simultanément la révolution anti-coloniale.

Ainsi, le P.C.F. demanda en 1935 le soutien du mouvement populaire indigène en faveur du très pro-impérialiste Front Populaire, et commença sa campagne pour l'intégration institutionnelle des « élites » algériennes liées à l'impérialisme (projet Blum-Violette) et pour la démocratisation du régime colonial, en accusant L'Etoile Nord-Africaine de provocation lorsque celle-ci combat cette politique colonialiste.

Nationaliste intransigeant, Messali Hadj dénonça les abdications du Congrès Musulman, qui est fermement soutenu par le P.C.F. et le P.C.A. à la recherche de l'unité avec toutes les forces réactionnaires.

Le Front Populaire porte un rude coup à L'Etoile Nord-Africaine qui est dissoute en 1937; L'Humanité du 12 février affirme que l'attitude de « certains dirigeants » de L'Etoile « à l'égard du Front Populaire, du gouvernement et de

notre parti » avait été inquiétante, en concluant qu'il fallait « étendre à l'Algérie les bienfaits du Front Populaire » — une infâmie qui devrait susciter la haine de tout combattant de la révolution.

En 1937, Thorez appelle à « l'union libre, confiante, fraternelle des peuples coloniaux et de la France démocratique », et cela contre « la rébellion et la guerre civile dans les colonies » qui seraient provoquées par « le fascisme ! La boucle de la dégénérescence avait déjà été bouclée.

Pendant la guerre, Messali Hadj est condamné par le gouvernement de Pétain à 16 années de travaux forcés tandis que les réformistes algériens font des avances à ce gouvernement. Plus tard, lorsque les « communistes » et les gaullistes sont libérés par les Anglo-Américains, Messali Hadj est mis en résidence surveillée, puis déporté.

La révolte des masses algériennes de 1945, fille légitime du mouvement de Messali Hadj, sera noyée dans le sang par la démocratie française. Ses militants subirent le poids de la répression sous les appels au meurtre du P.C.F. (et du P.C.A.) qui participera activement à la répression par l'intermédiaire de ses ministres au gouvernement.

Dans son n° 302, Lutte Ouvrière réduit toute cette tragédie historique, tragédie du prolétariat international et des masses coloniales, à ceci :

« Messali Hadj, après avoir flirté quelques années avec le P.C.F. [la tentative infructueuse des masses plébiennes d'Algérie de trouver une aide dans le prolétariat métropolitain identifiée à un flirt !] s'est orienté vite vers le nationalisme. Ayant soustrait la rédaction de L'Etoile Nord-Africaine à l'influence du P.C. [ici, silence absolu à l'égard de la responsabilité de ce dernier], il fonde le premier parti nationaliste algérien, le P.P.A., en 1935, sur un programme simple [resic] : « indépendance de l'Algérie, retrait des troupes d'occupation, naissance d'une armée nationale ». Le succès du P.P.A. est d'autant plus grand qu'il est servi par les incontestables talents d'orateur de Messali. Evidemment, un tel succès sur un tel programme amène la dissolution du P.P.A. par les autorités françaises et de nombreux emprisonnements pour Messali Hadj. Point à la ligne ; la page est ainsi tournée... »

La scission du M.T.L.D. (organisation héritière du P.P.A.) et l'involution de Messali Hadj lui-même, involution qui le mettra en dehors de la révolution algérienne, Lutte Ouvrière les met sur le compte de la personnalité de l'homme qui « comme tous les lea-

ders nationalistes [entend jouer] d'abord sa carte personnelle ». Et, prenant prétexte de sa déchéance, L.O. peut cracher sur le grand combattant d'autrefois :

« Messali Hadj, malgré son affirmation de son attachement au prolétariat, a bien été un leader nationaliste. Toute sa politique en fait foi (...). Pourtant pendant des années, non seulement Messali Hadj était considéré comme un radical, mais de surcroît, un radical qui s'appuyait sur des travailleurs ». Quelle infâmie, sous la feuille de vigne de « l'ultra-classisme » !

Anti-impérialiste, L'Etoile Nord-Africaine le fut, et l'involution même d'un Messali Hadj est à imputer à la trahison de l'opportunisme stalinien qui n'a pas permis de potentialiser, de démultiplier et d'intégrer de telles énergies puissamment révolutionnaires et subversives dans la lutte contre la bourgeoisie métropolitaine et ses alliés coloniaux. De même qu'on ne saurait demander à des oliviers de produire des poires, le mouvement communiste ne peut prétendre que des mouvements non communistes mènent à la révolution prolétarienne ; tout ce qu'il peut « exiger » des mouvements plébien anti-impérialistes est d'être nationaux-révolutionnaires d'une manière conséquente, sa propre lutte étant la seule garantie que le combat des masses révolutionnaires des colonies ne sera pas trahi et pourra ainsi devenir un levier pour la révolution communiste mondiale.

« Concertation sociale » et désarmement politique de la classe ouvrière

(suite de la page 1)

partie au programme de la « Gauche », qui voudrait, en plus, un blocage des prix et des loyers, la réduction « à zéro pour certains articles » (!) de la T.V.A. (il n'est même plus question de sa suppression...), des « mesures réelles contre l'inflation », la retraite à 60 ans, et qui s'inquiète de ce qu'il y a en caisse pour payer.

Peut-on réellement croire que ces avantages « sont le résultat positif de l'aspiration au changement et de la volonté de mieux vivre qui ont dominé la récente élection présidentielle [car]... le vent du boulet a frôlé le chef de l'Etat d'assez près pour l'obliger à tenir compte des nouvelles réalités » (Etienne Fajon, déclaration du 19 juin 1974) ? Que le gouvernement a pris « les mesures rendues inévitables à la fois par la hausse galopante des prix et par la volonté manifestée par les travailleurs et par l'opinion publique de faire disparaître les inégalités » ? Que « bien qu'insuffisants et parcellaires, ces résultats sont à mettre à l'actif de la lutte syndicale [étouffée par les pompiers sociaux des grandes centrales avec une énergie redoublée depuis mars 1974 ! N.d.R.], à laquelle la C.F.D.T. a pris une grande part, ainsi qu'à la progression importante de la Gauche aux élections présidentielles » (déclaration de la C.F.D.T., Le Monde du 21-6-74) ? En un mot, que ce que « la Gauche » appelle son « succès électoral » obligerait « la Droite » à remplir une bonne part du programme de son adversaire ? Qu'on pourrait, en somme, sans luttes, au prix seulement d'un demi-échec électoral, faire du socialisme par bourgeoisie interposée (quelle économie !...)?

Non, bien sûr ! S'il est vrai que la peur d'un réveil possible du prolétariat (et non le « verdict démocratique », ni l'obligation de plier le genou devant des luttes pour le moment étouffées dans l'œuf), est le principal secret de la « générosité » bourgeoise, la façon dont l'opportunisme accueille ces mesures ne fait que souligner le caractère indigne, minable de ses

propres revendications, incapables même d'assurer la défense minimum des conditions de vie prolétariennes face à l'offensive de la bourgeoisie en prévision de la crise. On voit ainsi l'opportunisme trotter à la remorque de la bourgeoisie, réajustant en hâte ses prétentions pour le S.M.I.C. (1.200 F en 73 ! les 1.500 suggérés par la C.F.D.T. l'avaient scandalisé comme « démagogiques »). Sur le droit de vote à 18 ans, l'U.E.C. a ranimé une « grande campagne » à temps pour pouvoir célébrer « sa » victoire dans les projets gouvernementaux. Sur les horaires de travail, après avoir longtemps réclamé un retour progressif aux 40 heures, C.G.T. et P.C. enhardis par l'exemple de Giscard (qui fait miroiter un maximum de 45 heures) osent demander 40 heures « pour tout de suite », comme ces médecins qui ne se décident à signer l'ordonnance qu'une fois bien sûrs que le malade est en train de guérir tout seul !

Cela n'a rien d'étonnant, puisque les critères de la revendication légitime selon l'opportunisme (si leurs recettes diffèrent dans le détail), sont fondamentalement les mêmes que ceux de la bourgeoisie : respect de l'équilibre économique capitaliste (le « réalisme » promis par Séguéy en cas de victoire de Mitterrand), expansion nationale (« une France plus présente »), réduction des inégalités choquantes (qui pourraient entraîner des menaces pour la paix sociale).

L'exemple des pays voisins confrontés eux aussi à la crise (Angleterre, Italie notamment), les effets déjà constatés de la baisse relative des salaires sur la consommation populaire (voir l'enquête récente de l'I.F.O.P.), l'insécurité grandissante, font craindre à la bourgeoisie des « remous sociaux » à la rentrée. Tandis qu'elle essaie de gagner du temps, par la corruption et le chloroforme du « Grenelle à froid », l'opportunisme répond, en bonne « opposition légitime » (rôle auquel la bourgeoisie le convie) en faisant baisser la température sociale (le plus froid possible !), en entérinant la corruption de certaines couches ouvrière-

Lénine (!), Staline, Mao, Lecanuet...

Le rêve d'une Europe unie (capitaliste) capable de faire pièce à l'impérialisme U.S., mais surtout aux intérêts de l'U.R.S.S., a actuellement toute la faveur de la Chine. Dans le sillage du Grand Timonier, les staliniens de l'Humanité Rouge nous font bénéficier, dans leur n° 233 (6-6-74) de larges et déférentes citations de... Lecanuet, favorable à « une politique proprement européenne », capable de constituer « une force sinon égale, au moins comparable à celle des Etats-Unis », avec ce commentaire : « Comme on le voit, il n'est pas la question d'abdiquer devant les exigences de l'impérialisme U.S. ». Ceci, joint au resserrement des relations avec l'Allemagne de l'Ouest, prouverait que malgré les craintes de certains (gaullistes et staliniens pro-soviétiques), la part donnée au Centre Démocrate dans la « nouvelle » majorité ne signifie pas l'abandon de la relance européenne, « nécessaire [selon H.R.] pour éviter le glissement de la R.F.A. vers le social-impérialisme [l'U.R.S.S.] par l'intermédiaire de la R.D.A. », et indispensable aux Etats pour résister quand, la « crise générale du capitalisme s'aggrave », « l'impérialisme U.S.A. cherchera à leur faire payer le prix fort ». « Quant à nous marxistes-léninistes, conclut H.R., nous considérons qu'il s'agit là d'un fait

positif. Tout ce qui, à l'heure actuelle, va dans le sens de la réalisation de l'Europe est un obstacle de plus face aux deux superpuissances ».

Voilà où, d'« étapes » en « étapes », et de « contradictions secondaires » en « contradictions secondaires », on finit par ramasser ses alliés relatifs... (sans parler du ridicule qu'il y a à juger une vieille couleuvre politique comme Lecanuet sur ses paroles !). Voilà à quoi H.R. propose d'employer les forces prolétariennes : à soutenir la constitution d'une forte Europe capitaliste, particulièrement face à la crise, c'est-à-dire à renforcer un maillon impérialiste plus faible... sous prétexte de lutter contre le plus fort (comme si des communistes, tout en étant bien sûr attentifs à ces contradictions, pouvaient se consacrer à renforcer les Etats qu'ils doivent se préparer à abattre...). En attendant d'enrôler le prolétariat dans le camp impérialiste de la prochaine guerre qui aura reçu à Pékin le label progressiste, répétant ainsi la trahison du prolétariat international qu'a représenté la Résistance, grande période de référence pour Messieurs les Mao-patriotes.

Qu'ils fassent entrer Lecanuet dans leur Panthéon chauvin ! Mais qu'ils en retirent Lénine, qui n'a rien à faire en cette puante compagnie !

DÉFENSE DE LA CONTINUITÉ DU PROGRAMME COMMUNISTE

Ce volume de 224 pages constitue un recueil des thèses fondamentales de notre courant publiées de 1920 à nos jours, précédées d'amples introductions les situant dans leur contexte historique.

Sommaire :

- Thèses de la fraction communiste abstentionniste du Parti Socialiste Italien (mai 1920).
 - Thèses sur la tactique du Parti Communiste d'Italie (Thèses de Rome, 1922).
 - La tactique de l'Internationale Communiste. Projet de thèses présenté par le P.C. d'Italie au IV^e Congrès mondial (Moscou, 1922).
 - Projet de thèses présenté par la Gauche au III^e Congrès du P.C. d'Italie (Lyon, 1926).
 - Nature, fonction et tactique du parti révolutionnaire de la classe ouvrière (1945).
 - Thèses caractéristiques du parti (1951).
 - Considérations sur l'activité organique du parti quand la situation générale est historiquement défavorable (1965).
 - Thèses sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial, selon les positions qui constituent depuis plus d'un demi-siècle le patrimoine historique de la gauche communiste (1965).
 - Thèses supplémentaires sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial (1966).
- Prix 15 F. Commandes au « Proletaire ».

PRESSE INTERNATIONALE
E' uscito il nr. 12 (15 giugno 1974) del nostro quindicinale in lingua italiana.

IL PROGRAMMA COMUNISTA
di cui diamo il sommario :

- L'ennesima crisi, o l'eterna serenata ai proletari ;
- Una volta di piu' giovane sangue proletario ;
- « L'inguaribile cretinismo delle richieste di disarmo dei fascisti » ;
- Velleitarismo spontaneista e superlegalitarismo staliniano ;
- Capitalismo e Riforme (sul filo del tempo) ;
- « Sinistra » USA in dissesto ;
- Richiami alla tematica degli obiettivi transitori di Lenin ;
- Dal petrolchimico di Porto Marghera ;
- « Analisi » economica e politica a supporto di inguaribile codismo ;
- Vicende dell'imperialismo giapponese.

directeur - gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, r. de Charenton, Paris-12^e
distribué par les NMPP